

CHILI: LES EVEQUES ET LA SITUATION

Malgré son assurance affichée, le général Pinochet doit faire face à la plus grave crise nationale depuis le coup d'Etat de 1973, il y a bientôt dix ans. La crise économique provoque le réveil inéluctable des forces sociales. La crise politique illustre l'impasse d'un pouvoir militaire incapable de faire face à la situation du pays... Parmi les différentes forces sociales en jeu, l'épiscopat chilien est un "indicateur de tension" intéressant. Nous reproduisons ici la déclaration rendue publique le 17 décembre dernier par cet épiscopat.

Lettre aux Catholiques du Chili

La renaissance du Chili

1. Comme évêques du Chili, nous sommes, à l'égal de nombreux Chiliens, préoccupés par la gravité du moment que traverse le pays. Les démarches privées ayant toutes été tentées, et dans la crainte que les événements ne glissent vers la voie de la violence, nous avons le devoir urgent de lancer un cri d'alarme et un appel à l'espérance. C'est dans une perspective chrétienne et pastorale que nous voulons aider le Chili à trouver une issue positive à la très grave situation actuelle.

2. Crise économique - C'est la plus évidente et elle n'est mise en doute par personne: taux élevé de chômage, chute de la production, destruction d'importantes forces de travail, baisse des salaires réelle, taux d'intérêts élevés, dette extérieure excessive et faible taux d'investissement, telles sont les composantes d'un problème très sérieux. En s'ajoutant à la crise économique mondiale, la crise nationale a provoqué une perte de confiance et de crédibilité par rapport à la politique économique, et il est devenu plus difficile d'y faire face.

3. Crise sociale - La crise économique s'accompagne d'une profonde crise sociale, laquelle se traduit par une misère croissante, par la montée de la violence, de l'insécurité et de la peur. Les organisations intermédiaires et autonomes ont été détruites ou atomisées; les médias sont contrôlés par la censure.

4. Crise institutionnelle - La participation de chacun à la recherche du bien commun est un principe fondamental de la doctrine sociale de l'Eglise. Et l'autorité doit la favoriser. Malheureusement, la disparition des structures démocratiques a laissé la majorité des Chiliens sans possibilité réelle de participation. La Constitution de 1980 (1) n'est pas appliquée pour ce qui est du respect intégral des droits de l'homme en raison, pour partie, de la mise en oeuvre d'articles transitoires. La législation destinée à nous ramener à l'exercice de la démocratie est encore incomplète. "Les droits du pouvoir, déclare Jean-Paul II, ne peuvent être envisagés "autrement que sur la base du respect des droits objectifs et inviolables "de l'homme" (Redemptor Hominis, 17).

5. Crise morale - C'est la plus importante et la cause de toutes les autres. La perte des valeurs fondamentales du christianisme a désintégré la tradition chilienne et nous a conduits aux tensions actuelles. Les atteintes à la dignité de l'homme, les pressions injustes auxquelles sont soumis certains détenus, l'exil, le libéralisme économique débridé, la spéculation qui a substitué le travail honnête, le gaspillage en face de la misère viennent confirmer cette perte des valeurs. Par ailleurs, il y a ceux qui cherchent dans le marxisme, même dans son expression athée et totalitaire, une voie pour une solution. D'autres vivent dans une rancœur muette et attendent le moment de la revanche. D'autres encore, ayant perdu tout espoir de solution démocratique, font le choix de la violence. De tels comportements rendent difficile tout règlement pacifique.

6. Une issue chrétienne - Face à cette situation, nous voulons participer à la recherche d'une issue positive pendant qu'il est encore temps. Comme chrétiens, nous savons que la souffrance - quand elle est correctement assumée - est semence de résurrection. Nous aimerions que les souffrances des chômeurs, de tant de familles et de tant de jeunes - la souffrance du Chili - nous fassent déboucher sur une voie nouvelle. C'est possible. Les échecs et les frustrations nous apprennent à être humbles, à écouter celui qui était hier notre adversaire, à nous méfier des succès faciles et à valoriser les biens de l'esprit.

7. Trois conditions - La renaissance du Chili suppose trois conditions essentielles.

- a) Le respect de la dignité humaine: Chaque Chilien est un fils de Dieu, unique, irremplaçable. Sa vie, sa liberté et son opinion méritent d'être respectées, même s'il ne pense pas comme nous. La patrie est celle de tous et nous avons à apprendre à y vivre comme des frères.
- b) La reconnaissance de la valeur du travail: Le travail est l'élément humain de l'économie. C'est lui qui doit toujours orienter toute politique économique. Qu'il y ait du travail pour tous, et la justice dans les salaires. Que personne ne gaspille, quand il y a tant de frères dans le besoin. Que nous donnions l'exemple d'une vie économe. Que l'Etat recherche activement le bien commun et qu'il écoute chacun dans ses justes aspirations et besoins.
- c) Le retour à la pleine démocratie: Elle a été la tradition du Chili. Grâce à elle, nous avons vécu en paix de longues années durant et nous avons été respectés dans le monde entier. Les abus qui ont pu exister ne justifient pas une interruption si longue dans la normalité de la nation. Cette situation n'est pas saine et a entraîné les conséquences que l'on sait actuellement. Permettre à nouveau la participation est une tâche urgente. Avant que le degré de tensions ne débouche sur une éventuelle tragédie.

8. L'espérance toujours - Malgré tous les indices négatifs, nous invitons à l'espérance. L'espérance est une vertu essentiellement chrétienne. Elle est fondée sur la certitude que Dieu a, dans la mort de Jésus-Christ, assumé toutes nos souffrances et échecs et qu'il a, dans sa résurrection, vaincu tout mal. Sa vie est plus forte que la mort. Les Chiliens ont beaucoup souffert et nous n'oublierons pas la leçon. Nous sommes capables de nous pardonner les uns aux autres, et d'édifier sur des principes chrétiens une nation de frères. Nous voulons travailler et produire, pour faire face aux problèmes économiques. Nous avons besoin d'un plus grand espace de liberté pour participer à la vie de la patrie. Nous croyons que la générosité peut vaincre la haine, et que la sagesse est une meilleure solution que la violence.

Le Saint Père nous a invités à faire de 1983 "l'année sainte de la rédemption". Comme Chiliens, nous pouvons lui répondre de belle façon. Nous sommes chrétiens depuis quatre cents ans et nous voulons en tirer les conséquences. La Nativité est proche; elle nous invite à la paix. Au Chili celle-ci est possible; elle est notre tâche.

La Vierge du Carmel, mère du peuple chilien et patronne des forces armées, a démontré tout au long de notre histoire qu'elle peut faire l'unité entre nous. C'est elle que nous invoquons à cette croisée des chemins pour notre patrie.

Les évêques du Chili, Punta de Tralca, le 17 décembre 1982

Tiré de Dial, no. 827, le 20 janvier 1983.

Flash: Amérique latine

Paraguay

En janvier dernier, le Comité Québec-Paraguay proclamait la "ré-élection du général Alfredo Stroessner" qui allait avoir lieu le 6 février 1983. Sur quelle base ce comité s'est-il appuyé, non pas pour prédire mais pour annoncer cette ré-élection, un mois à l'avance? Pour en savoir davantage, le Comité Québec-Paraguay, C.P. 6, succ. D., Montréal H3K 3B9

Guatemala

Le Tribunal Permanent des Peuples s'est réuni à Madrid du 27 au 31 janvier dernier afin d'étudier la situation des droits de l'homme au Guatemala. Les témoignages présentés sont accablants, les conclusions du Tribunal sont singulières. Une montréalaise, Barbara Zerter, du Social Justice Committee était au nombre des observateurs. Pour information: Le Social Justice Committee et le Comité de Solidarité Québec-Guatemala.